

Retraites : tous ensemble, nous pouvons faire plier le gouvernement !



Toutes les enquêtes d'opinion montrent l'attachement d'une très grande majorité de la population à la retraite à 60 ans. Toutes les organisations syndicales de salariés dénoncent le projet de loi sur les retraites discuté au parlement en ce mois de septembre. Face à ce rejet massif, la logique aurait voulu que Nicolas Sarkozy retire son projet et ouvre de vraies négociations avec les syndicats. Au lieu de cela, il s'obstine !



Ce projet de loi est injuste car 90% de l'effort est demandé aux salariés, les hauts revenus et ceux du capital sont à peine égratignés. Ce n'est pas étonnant de la part d'un gouvernement dont l'affaire Woerth-Bettencourt, qui n'est pas un simple fait divers, montre la proximité entre les plus hauts sommets de l'État et les plus grandes fortunes de France. Depuis le début de son mandat, Nicolas Sarkozy gouverne pour les plus riches ! La « réforme » des retraites qu'il défend en est une nouvelle illustration.



S'il était voté, le projet gouvernemental entraînerait une nouvelle régression pour les retraites des salariés qui s'ajouteraient à toutes celles mises en œuvre depuis 1993. En combinant le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans, de 65 à 67 ans pour avoir un taux plein et l'augmentation de la durée de cotisations, cette nouvelle contre-réforme ferait du système français un des plus durs d'Europe.



La remise en cause du droit à la retraite à 60 ans est inacceptable ! Elle pénaliserait les jeunes à la recherche d'un emploi en obligeant des salariés, qui comptaient partir en retraite à 60 ans, à continuer à travailler. Elle ne répond pas au souhait des salariés qui exercent un travail pénible à partir avant 60 ans. Les femmes aux carrières incomplètes seront particulièrement pénalisées.



Quant à l'allongement de la durée de cotisation prévu dans le projet gouvernemental, il serait synonyme de nouvelles baisses du montant des retraites pour tous ceux et toutes celles qui sont mis hors des entreprises (souvent avant même 60 ans) sans avoir toutes leurs annuités.

La pénibilité n'est toujours pas reconnue ! Le projet de loi consent tout juste à envisager cas par cas des mesures en fonction de la reconnaissance d'un taux d'invalidité individuelle !



En Loire-Atlantique, un front commun des partis de Gauche s'est constitué pour exprimer ensemble leur totale opposition au projet gouvernemental, pour défendre les retraites par répartition, pour combattre toute attaque contre l'ensemble des régimes de retraite.



À plusieurs reprises dans le passé, la force du mouvement social a été décisive pour mettre en échec des projets gouvernementaux. Aussi les partis de gauche de Loire-Atlantique appellent à participer massivement aux grèves et manifestations décidées par les organisations syndicales le 7 septembre. Faire plier le gouvernement : oui c'est possible !



Les jeunes accèdent de plus en plus tard à un emploi stable, les salariés sont de plus en plus inquiets pour leur future retraite : l'objectif de la droite est de persuader chacun que le système collectif de retraite n'est plus possible, que l'heure est aux solutions de retraite individuelle. C'est faux ! Des solutions existent pour pérenniser le système de retraites : elles passent par la mise en avant d'un financement assis sur une nouvelle répartition des richesses entre le capital et le travail. Pas par une nouvelle régression sociale !



Gauche unitaire - Les Alternatifs - Europe Écologie Les Verts - Mouvement Républicain Citoyen - Nouveau Parti Anticapitaliste - Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Parti Socialiste - Union Démocratique Bretonne